

Pas d'accord pour épargner la culture à Bruxelles

Didier Reynders s'est-il avancé trop vite en affirmant que les économies dans les institutions culturelles bruxelloises allaient être réduites de moitié? Son partenaire N-VA le laisse entendre.

ANAÏS SORÉE

Hier, Didier Reynders (MR) a voulu rassurer: «il n'y aura pas de black-out culturel», a-t-il déclaré dans «La Libre» et «Le Soir». Le ministre fédéral a la tutelle sur La Monnaie, Bozar et l'Orchestre national de Belgique (ONB). Il a affirmé que ces trois institutions feraient l'objet d'une «exception culturelle». Elles n'auront pas à subir l'entière des coupes budgétaires annoncées. Plutôt que d'essayer des économies de 5,1 millions dès 2015, La Monnaie, Bozar et l'ONB devront économiser 2,7 millions. «Et il n'y aura aucune économie sur le personnel dans les trois institutions», promet-il.

«Ces déclarations n'engagent pas le gouvernement», a rétorqué dans la journée Elke Sleurs, secrétaire d'État (N-VA). En charge de la Politique scientifique, elle a dans ses attributions la tutelle de onze autres institutions culturelles, dont les musées royaux. «Didier Reynders parle en son nom et pas au nom du gouvernement. Il n'y a pas eu d'accord au Conseil des ministres. Il n'a encore fait aucune proposition en ce sens. Peut-être compte-t-il le faire ce vendredi. En attendant, moi, je me tiens à l'accord du gouvernement. Je sais qu'il est difficile mais il faut atteindre l'équilibre budgétaire».

Coup dans l'eau

L'appel du pied que Didier Reynders adressait à Rudy Demotte (PS), ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, a tout autant l'allure d'un coup dans l'eau. Interrogé mercredi en plénière du Parlement sur l'annonce de ces écono-

mies et les propos de Didier Reynders, Rudy Demotte a assuré que son institution n'avait pas été contactée par le ministre fédéral, et qu'elle ne le souhaitait d'ailleurs aucunement.

«Nous ne voulons pas jouer les pompiers des économies que la droite flamande veut réaliser!», a lancé le ministre-président en réponse à des questions d'actualité adressées par les députées Isabelle Emmery (PS) et Caroline Persoons (FDF).

Devant l'assemblée, Rudy Demotte s'est dit «très touché» et «inquié»

par l'annonce des économies sur ces institutions culturelles fédérales, seule «vitrine dans la capitale» de la production culturelle des deux Communautés du pays, a-t-il défendu.

Les acteurs culturels principalement concernés par le sujet n'ont, pour leur part, pas souhaité réagir.

«Didier Reynders parle en son nom et pas au nom du gouvernement.»

ELKE SLEURS

SECRETARIE D'ÉTAT (N-VA)

MAIS OÙ IRA LE MUSÉE D'ART MODERNE ET CONTEMPORAIN?

Au garage Citroën?

Pour Rudi Vervoort (PS), le ministre-Président bruxellois, le meilleur emplacement pour le futur musée d'art moderne et contemporain, c'est le garage Citroën, situé Place de l'Yser. Il a affirmé qu'un accord devrait se conclure pour la fin de cette année ou tout début 2015 à la fois sur le rachat et sur la relocalisation de l'entreprise dans la zone du canal. Mais le plan imaginé par le ministre-Président bruxellois pourrait bien tomber à l'eau. Deux éléments risquent de le faire capoter. Premièrement, l'argent. Qui va payer ce musée?

Deuxièmement, le contenu. Que va-t-on y mettre? Rappelons que c'est le Fédéral qui a la main sur les collections... et sur le porte-monnaie.

Au Cinquantenaire?

Car pour financer ce musée, Rudi Vervoort comptait sur l'aide du Fédéral via l'accord de coopération Beliris. Auparavant, l'organe était présidé par la camarade Laurette Onkelinx mais suite aux élections, il est passé sous le giron de Didier Reynders. Hier, le libéral a remis en question l'emplacement choisi par Rudi Vervoort. «Moi, j'ai toujours dit que je soutenais la création d'un musée d'art contemporain à Bruxelles. Mais on ne va pas acheter des bâtiments sans savoir ce qu'on veut en faire. Moi, j'ai vu

le patron de la Régie des bâtiments et le patron du Musée d'art moderne, qui est quand même un acteur clé dans ce dossier. Ils m'ont expliqué ce qu'ils voulaient faire au Cinquantenaire. Je suis même monté sur les Arcades pour voir la trémie du tunnel. On m'a dit: c'est là qu'on veut faire ce musée parce qu'à côté, il y a des sous-sols importants qui peuvent être réutilisés. Et puis je lis qu'on va acheter le bâtiment Citroën!»

Où au Palais de justice?

À cette sortie, s'ajoute celle de Stefaan De Clerck (CD&V). L'ancien ministre de la Justice dirige maintenant la collection d'art contemporain Belgacom (que certains rêvent de voir placée au futur musée). Il propose d'étudier la piste du Palais de

justice. «Voilà un bâtiment exceptionnel où on a 30 000 mètres carrés possibles sous la salle des pas perdus, un lieu formidablement bien situé dans la ville, à deux doigts des galeries d'art. C'est un lieu stratégique qu'on peut formidablement transformer». Au total, trois lieux sont envisagés pour accueillir le musée. Cela ne facilite pas l'avancée du projet. D'autant que certains estiment qu'il vaudrait mieux se focaliser sur les institutions culturelles existantes dans un tel contexte budgétaire.

A.S.